



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Paris, le 23 JAN. 2013

Monsieur le secrétaire général,

Vous avez exprimé la préoccupation de vos adhérents quant aux conditions de mise en œuvre de la réforme du permis de conduire intervenue le 19 janvier 2013 en application de la directive européenne du 20 décembre 2006. Vous avez notamment formulé des propositions relatives à l'annonce différée du résultat des examens (ADR), que vous souhaitez voir étendue à toutes les catégories de permis, et rappelé à l'administration son engagement d'installer dans les meilleurs délais un comité de suivi de la réforme. Enfin, une augmentation sensible du régime indemnitaire alloué aux inspecteurs a été demandée par votre organisation.

Nous partageons votre préoccupation et celles des inspecteurs de garantir, dans le contexte de la réforme, un niveau inchangé de qualité des examens et d'accueil des candidats. Nous comprenons que la mise en œuvre de ces nouvelles modalités d'examen constitue, dans un contexte de report de FAETON, une charge supplémentaire pour les inspecteurs dans l'exercice de leurs missions.

Soucieux comme vous de construire un vrai partenariat dans le cadre d'un dialogue social responsable qui se décline, comme nous le faisons depuis octobre 2012, selon un calendrier et une liste de thèmes à traiter, nous souhaitons engager avec vous les évolutions qui sont de nature à faciliter au quotidien l'exercice de leurs missions par les inspecteurs.

Aussi, nous nous engageons à mettre en place un groupe de travail chargé d'examiner les modalités d'une éventuelle mise en œuvre de l'annonce différée du résultat pour les catégories motos et poids lourds, sur la base des expérimentations en cours dans certains départements. Ce groupe de travail rendra ses conclusions d'ici un mois et demi après un examen sans *a priori* et dans le souci de régler concrètement les difficultés qui seraient identifiées.

Par ailleurs, le comité de suivi de la réforme sera installé dès la mi-février et se réunira ensuite chaque mois afin d'évaluer, avec les représentants des personnels, le déroulement de la mise en œuvre de la réforme.

D'autre part, des formations personnalisées pourront être dispensées au niveau local, à l'initiative des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière, pour tenir compte des besoins exprimés ponctuellement par certains agents.

Enfin, les questions indemnitaires du corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, notamment la perspective du déplafonnement, seront examinées dès le début du mois de février dans le cadre du groupe de travail prévu par notre lettre du 18 octobre 2012.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le secrétaire général, l'expression de notre considération distinguée.



Frédéric PECHENARD



Didier LALLEMENT

**M. Patrick CHOPIN**  
**Secrétaire général du SNICA-FO**  
**46 rue des Petites Ecuries**  
**75010 PARIS**